

FISCALITE

obligations des assujettis à la TVA
en matière de facturation

B O D n°

du
texte n°

nature du texte : DA

classement : L010

bureau : F/1

nombre de pages :

diffusion : publique

NOR :

Mot clé : TVA, facturation

Date d'entrée en vigueur du texte : immédiate

Date de caducité du texte :

Références : article 289 du code général des impôts et articles 242 nonies et 242 nonies A de l'annexe II au code général des impôts.

Texte abrogé :

Texte modifié :

La directive n°2001/115/CE du 20 décembre 2001 relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de TVA, qui a été transposée en droit interne par l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 2002 (loi n°2002-1576 du 30 décembre 2002) a modifié les règles de facturation prévue à l'article 289 du code général des impôts.

Cette directive, applicable en France depuis le 1^{er} juillet 2003, a pour effet, d'une part, d'harmoniser les règles de facturation au niveau communautaire, notamment au regard des mentions obligatoires devant figurer sur la facture et, d'autre part, de simplifier la réglementation existante, en permettant aux opérateurs de recourir plus largement à la transmission de factures par voie électronique, à la facturation pour compte de tiers ou à la délivrance de factures périodiques.

Le bulletin officiel des impôts n°136 du 7 août 2003 a précisé les modalités d'application de cette directive.

La présente instruction a pour objectif de présenter les conséquences des nouvelles règles de facturation sur la forme des factures jointes aux déclarations en douane d'importation et d'exportation.

I- Les factures jointes aux déclarations en douane d'importation :

Les nouvelles modalités de facturation s'appliquent, en principe, aux opérations effectuées sur le territoire français ou réputées telles (cf. chapitre premier, section I du BOI).

Cependant, les fournisseurs établis hors de l'Union européenne qui délivrent aux opérateurs important en France, les factures servant de base au dédouanement, ne se trouvent pas dans le champ d'application de la TVA française et ne sont donc pas soumis aux obligations liées à la facturation prévues à l'article 289 du code général des impôts (cf. [34] du BOI).

En conséquence, la transposition de la directive n°2001/115/CEE reste sans incidence sur les formalités à accomplir pour importer des biens en France.

Il en va de même des opérations réalisées à partir et à destination d'un pays situé hors de l'Union européenne par des entreprises établies en France.

En revanche, il est rappelé que les factures intracommunautaires présentées au service des douanes dans le cadre de l'utilisation du régime 42 répondent à des obligations formelles particulières (cf. [201] à [203] du BOI).

II- Les factures jointes aux déclarations en douane d'exportation :

Les livraisons de biens exportées à partir du territoire français par des assujettis à la TVA, et exonérées en application de l'article 262 I du code général des impôts, sont réputées se situer en France et doivent donc être facturées dans les conditions fixées par l'article 289 du même code (cf. chapitre premier, section I du BOI).

C'est pourquoi, s'agissant des factures établies par des assujettis et jointes aux déclarations d'exportation, l'application des nouvelles règles de facturation entraîne les conséquences suivantes :

1) Possibilité de confier l'établissement des factures à un tiers :

L'article 289-I-2 du CGI reconnaît désormais expressément la possibilité pour les fournisseurs de confier l'établissement matériel de leurs factures à un tiers (sous-traitance de la facturation) ou à leur client (autofacturation), dans les conditions fixées par l'article 242 1 nonies de l'annexe II au CGI (cf. chapitre premier, section II du BOI).

Cette modalité de facturation est subordonnée à l'existence d'un contrat conclu entre l'assujetti et le tiers ou le client qui émet la facture.

Des dispositions particulières, détaillées dans le BOI, s'appliquent lorsque le client ou le tiers mandaté par l'assujetti pour émettre les factures est établi dans un pays avec lequel il n'existe aucun instrument juridique relatif à l'assistance mutuelle ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 76/308/CEE du Conseil du 15 mars 1976 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, droits et autres mesures, la directive 77/779/CEE du Conseil du 19 décembre 1977 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des Etats membres dans le domaine des impôts directs et indirects et le règlement (CEE) n°218/92 du Conseil du 27 janvier 1992 concernant la coopération administrative dans le domaine des impôts indirects (TVA).

2) Possibilité de numéroté les factures par séries distinctes :

La numérotation des factures, prévue à l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, peut être établie par séries distinctes lorsque les conditions d'exercice de l'activité de l'assujetti le justifient (cf. chapitre deuxième, [121] à [126] du BOI).

3) Obligation de faire apparaître de nouvelles mentions sur les factures :

En application du nouvel article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, la facture délivrée par les assujettis à la TVA doit désormais faire apparaître la référence à la disposition pertinente du code général des impôts (« article 262 I du CGI » pour les opérations d'exportation) ou la disposition correspondante de la sixième directive TVA n °77/388/CEE du 17 mai 1977 (« article 15 de la sixième directive TVA ») ou à toute autre mention indiquant que l'opération bénéficie d'une mesure d'exonération.

En outre, l'assujetti doit indiquer sur sa facture le numéro individuel d'identification que les services des impôts lui ont attribué en application de l'article 286 ter du CGI.

Les autres mentions obligatoires, qui ne résulte pas de la transposition de la directive n °2001/115/CE du 20 décembre 2001, sont détaillées dans le BOI (chapitre deuxième, section I).

Il est précisé que ces mentions ne doivent apparaître que sur les factures émises par des assujettis à la TVA, et non sur celles délivrées par des particuliers ou des administrations placées hors du champ d'application de la TVA.

4) Mesure de simplification pour les factures dont le montant total hors taxe est inférieur ou égal à 150 euros :

Il est admis que les factures dont le montant total hors taxe est inférieur ou égal à 150 euros ne mentionnent pas les informations suivantes :

- le numéro individuel d'identification attribué à l'assujetti en application de l'article 286 ter du CGI et sous lequel il a effectué la livraison de biens ou la prestation de services ;
- la référence à la disposition pertinente du CGI ou à la disposition pertinente de la sixième directive TVA 77/388/CEE du 17 mai 1977 ou à toute autre mention indiquant que l'opération bénéficie d'une mesure d'exonération (chapitre deuxième, section II du BOI).

Le sous-directeur
chef de la sous-direction F

Jean-Pierre MAZE